

Décalages

Volume 1 | Issue 1

[Archive](#)

2-16-2010

Sur la révolution culturelle

Anonyme [Attribué à Louis Althusser]

Recommended Citation

[Attribué à Louis Althusser], Anonyme (2012) "Sur la révolution culturelle," *Décalages*: Vol. 1: Iss. 1, Article 8.

Sur la révolution culturelle

Anonyme [attribué à Louis Althusser]

Quel que soit le parti qu'il ait pris, il n'est pas admissible qu'un communiste « traite » automatiquement, sans autre forme de procès, la R.C., chinoise, comme un fait parmi d'autres, *comme un argument parmi d'autres*.

La R.C. n'est pas d'emblée un argument : c'est tout d'abord un *fait historique*. Ce n'est pas un fait comme les autres, c'est un fait historique *sans précédent*.

Ce n'est pas un fait historique de circonstance, ce n'est pas une décision prise « à propos » de la lutte du P.C.C. contre le « révisionnisme moderne », ou de l'encerclement militaire et politique de la Chine. C'est un fait historique de grande importance et de longue durée. Il appartient au développement de la Révolution Chinoise. Il représente une de ses phases, une de ses mutations. Il plonge ses racines dans son passé, et prépare son avenir. Comme tel, au même titre que la Révolution Chinoise, il appartient en même temps au Mouvement Communiste International.

C'est donc un fait historique qu'il faut examiner en lui-même, dans son indépendance et sa profondeur, sans le *réduire* pragmatiquement à tel aspect de la conjoncture actuelle.

De surcroît, c'est un fait historique *exceptionnel*. D'une part, il n'a aucun *précedent* historique, et, d'autre part, il présente un extrême intérêt *théorique*.

Marx, Engels et Lénine ont toujours proclamé la nécessité absolue de donner à l'infrastructure socialiste, mise en place par la révolution *politique*, une superstructure *idéologique* correspondante, c'est-à-dire socialiste. Pour cela, une révolution idéologique est nécessaire, une révolution *dans l'idéologie des masses*. Cette thèse exprime un principe fondamental de la théorie marxiste.

Lénine avait une conscience aiguë de cette nécessité, et le parti bolchevik a fait de grands efforts dans ce sens. Mais les circonstances n'ont pas permis à l'U.R.S.S. de mettre à l'ordre du jour politique une *révolution idéologique de masse*.

Le P.C.C. est le premier à s'engager et à engager les masses dans cette voie, en appliquant des moyens nouveaux. — le premier à mettre à l'ordre du jour cette révolution idéologique de masse, désignée par l'expression « R.C. ».

Ce rapprochement entre une thèse théorique marxiste jusqu'ici demeurée à l'état théorique, et un fait historique nouveau, qui en est la *réalisation*, ne peut évidemment laisser aucun communiste indifférent. Ce rapprochement ne peut que susciter un extrême intérêt, politique et théorique.

Bien entendu, la nouveauté, l'originalité, l'inattendu des formes de l'événement ne peuvent manquer de surprendre, déconcerter, et de soulever toutes sortes de questions. Le contraire serait étonnant.

Dans un tel cas, il est exclu de trancher sans un examen préalable sérieux. Un communiste ne peut, à distance comme nous le sommes, se prononcer sur la R.C., donc la *juger*, sans avoir analysé, au moins dans le principe, sur les documents originaux dont il dispose, et à la lumière des principes marxistes, les titres *politiques* et *théoriques* de la R.C.

Cela veut dire :

1°) il faut d'abord analyser la R.C. comme un fait politique, ce qui suppose de considérer à la fois

- la conjoncture politique où elle intervient,
- les objectifs politiques qu'elle se fixe,
- Les moyens et méthodes qu'elle se donne et applique.

2°) il faut ensuite examiner ce fait politique à la lumière des principes théoriques du marxisme (matérialisme historique, matérialisme dialectique), en se posant la question de savoir si ce fait politique est, ou non, conforme à ces principes théoriques.

Sans cette double analyse, politique et théorique, — dont on ne donnera ici qu'un bref schéma — il n'est pas *possible* à un communiste français de *juger* la R.C.

1 — ANALYSE POLITIQUE DE LA REVOLUTION CULTURELLE

a) *Conjoncture de la Révolution Culturelle*

Le P.C.C. a, dans ses déclarations officielles, insisté sur la raison politique *fondamentale* de la R.C. (cf. Les 16 points, le compte rendu du C.C., les éditoriaux du *Renmin Ribao*).

« *Dans les pays socialistes, après l'accomplissement, pour l'essentiel, de la transformation socialiste de la propriété des moyens de production,*

subsiste encore cette question : *quelle voie suivre? Faut-il mener jusqu'au bout la révolution socialiste et passer graduellement au communisme ? Ou bien s'arrêter à mi-chemin et rétrograder vers le capitalisme ?* Cette question se pose à nous de manière aiguë. » (Editorial du R.R., 15-8-66.)

La R.C. est ainsi présentée, sans équivoque, comme une réponse politique à une question politique extrêmement précise. Cette question est déclarée « aiguë » et « cruciale ».

Cette question cruciale est une question de fait, qui se pose au P.C.C. dans une conjoncture politique définie.

De quelle conjoncture s'agit-il ?

Il ne s'agit pas *essentiellement*, comme le croient certains commentateurs, de la conjoncture « mondiale », c'est-à-dire du grave conflit provoqué par l'agression américaine contre le Mouvement de Libération du Vietnam du Sud, contre l'Etat socialiste de la R.V.D.N., et par les menaces contre la Chine. La conjoncture qui explique la R.C. est *essentiellement* intérieure au socialisme.

Mais cette conjoncture n'est pas non plus, *essentiellement*, constituée par le « conflit » entre le P.C.C. et le P.C.U.S. Ce « conflit » est, à l'égard de la R.C., relativement latéral. La R.C. n'est pas avant tout une « réponse » au « conflit », un argument du P.C.C. contre le P.C.U.S. La R.C. répond à une *autre question* fondamentale, dont le conflit n'est qu'un aspect ou un effet.

La conjoncture de la R.C. est constituée par les problèmes actuels du *développement* de la Révolution socialiste en Chine. Le P.C.C. parle de la Chine lorsqu'il dit : « *la question se pose à nous de manière aiguë* ». De fait, il ne propose pas sa « solution » aux autres pays socialistes, il ne les invite pas à s'engager dans la R.C. Mais il est bien clair que la conjoncture de la R.C. n'est pas seulement celle des problèmes du développement de la seule, Révolution chinoise. A travers la conjoncture chinoise, c'est la conjoncture de tous les pays socialistes qui est, directement ou indirectement, intéressée. La conjoncture chinoise apparaît en effet comme un cas particulier de la conjoncture des pays socialistes en général.

Pour comprendre le problème *fondamental*, crucial, qui constitue le fond de la conjoncture politique de la R.C., il faut donc aller le chercher là où il se pose. *Il ne faut pas se tromper de conjoncture.* Il ne faut pas aller chercher ce problème ni dans la conjoncture « mondiale » (agression

impérialiste), ni dans la conjoncture du « conflit P.C.C./P.C.U.S. ». Il faut aller le chercher dans la conjoncture de la révolution socialiste chinoise et, plus généralement, *dans la conjoncture intérieure des pays socialistes*.

Rappelons ce qu'est un *pay socialiste*.

C'est un pays où a eu lieu une révolution *politique* socialiste (prise du pouvoir dans des conditions historiques différentes, mais aboutissant à la dictature du prolétariat), puis une révolution *économique* (socialisation des moyens de production, mise en place de rapports de production socialistes). Un pays socialiste ainsi constitué « construit le socialisme » sous la dictature du prolétariat, et, le moment venu, prépare le passage au communisme. C'est une œuvre de longue haleine.

Or, aux yeux du P.C.C., l'examen critique des « expériences positives et négatives » des révolutions socialistes, de leurs victoires et de leurs échecs, de leurs difficultés, de leur progrès, de leur degré d'avancement (en U.R.S.S., dans les pays socialistes d'Europe Centrale, en Yougoslavie, en Chine, en Corée du Nord, en R.D.V.N., à Cuba) montre que *tout pays socialiste* s'est trouvé, ou se trouve, ou va se trouver, même une fois réalisée « pour l'essentiel » la socialisation des moyens de production, devant un problème crucial : celui des deux « voies ».

Ce problème est le suivant. On va l'énoncer sous forme de questions.

Dans les phases de transition révolutionnaires qui font passer une formation sociale du capitalisme au socialisme puis au communisme, n'existe-t-il pas, à chacune de ces phases, un risque objectif de « régression » ? Ce risque n'est-il pas fonction de la *politique* suivie par le parti révolutionnaire, de sa justesse ou de sa fausseté ; non seulement dans la ligne générale, mais aussi dans les détails de son application ? De la façon dont les objectifs, leur hiérarchie, leur articulation sont déterminés et des *mécanismes objectifs* (économiques, politiques, idéologiques) mis en place par cette politique ? N'y a-t-il pas une logique et une nécessité de ces *mécanismes* telles qu'ils peuvent faire « régresser » le pays socialiste « vers le capitalisme » ? De surcroît, ce risque n'est-il pas multiplié du fait de l'existence de l'impérialisme, de ses moyens (économiques, politiques, militaires, idéologiques), de l'appui qu'il peut prendre sur certains éléments d'un pays socialiste, en occupant certains de ses vides (cf. l'idéologie), en utilisant ses *mécanismes*, pour neutraliser et utiliser politiquement, puis dominer économiquement ce pays ?

Pour reprendre, en fonction de ce risque général, les termes actuels du

Parti Communiste Chinois, l'avenir du socialisme dans un pays est-il assuré à 100 %, c'est-à-dire définitivement, sans retour, du seul fait que ce pays a accompli une double révolution, *politique* et *économique*? Ne peut-il pas régresser vers le capitalisme ?

N'en avons-nous pas d'ores et déjà un exemple : la Yougoslavie?

Un pays socialiste ne peut-il pas alors conserver, et même pendant une assez longue durée, *les ou des* formes extérieures (économiques, politiques) du socialisme, tout en leur donnant un contenu économique, politique et idéologique tout différent (mécanisme de restauration du capitalisme), et en se laissant progressivement neutraliser puis utiliser politiquement, puis économiquement dominer par l'impérialisme?

Ce problème fait un avec la thèse du P.C.C. sur le risque de « régression » d'un pays socialiste vers le capitalisme. C'est en fonction de cette thèse générale qu'il est possible de dire que les pays socialistes se trouvent constamment devant l'alternative des « deux voies ». Cette alternative peut, en certaines circonstances, devenir particulièrement critique, même aujourd'hui. Devant les pays socialistes, et en considération des résultats obtenus dans leur révolution, s'ouvrent bien *deux voies* :

— la voie révolutionnaire, qui mène *au-delà* des résultats obtenus, vers la consolidation et le développement du socialisme, puis vers le passage au communisme;

— la voie de la régression, qui ramène *en-deçà* des résultats obtenus, vers la neutralisation puis l'utilisation politiques, puis la domination et la « digestion » économiques d'un pays socialiste par l'impérialisme : la voie de la « régression vers le capitalisme ».

L'alternative des deux voies c'est cela : ou « s'arrêter à mi-chemin », c'est-à-dire en fait régresser; ou ne *pas* « s'arrêter à mi-chemin », c'est-à-dire aller de l'avant.

Dans les textes officiels chinois, la première voie est qualifiée, par une expression raccourcie, de « voie capitaliste » (c'est ainsi qu'il est question des « dirigeants qui suivent la voie capitaliste »), et la seconde voie est qualifiée, par une expression raccourcie, de « voie révolutionnaire ».

Tel est le problème politique dominant, posé par la conjoncture politique de la R.C.

b) *Objectifs politiques de la Révolution Culturelle*

La R.C. donne, pour la Chine, la réponse à cette question, la solution de ce problème. *Pour la Chine* : mais il est clair que cette solution, comme ce problème, dépasse infiniment la conjoncture chinoise par sa portée et ses effets.

Le P.C.C. dit : nous sommes à la croisée des chemins. Nous devons choisir: ou bien, nous nous arrêtons à mi-chemin, et alors, en fait, même si nous prétendions le contraire, nous nous engageons sur la voie de la régression, la « voie capitaliste » ; ou bien nous sommes résolus à aller de l'avant, prenons les mesures nécessaires, et alors nous nous engageons sur la « voie révolutionnaire ».

C'est ici, très précisément, qu'intervient, dans la conjoncture chinoise, la R.C.

Le P.C.C. déclare que pour renforcer et développer le socialisme en Chine, pour assurer son avenir, et le préserver durablement de tout risque de régression, il faut ajouter à la révolution *politique*, et à la révolution *économique*, une troisième révolution : *la révolution idéologique de masse*.

Cette Révolution idéologique de masse, le P.C.C. l'appelle Révolution Culturelle prolétarienne.

Son but final consiste à transformer l'idéologie des masses, à remplacer l'idéologie féodale, bourgeoise et petite-bourgeoise qui imprègne encore les masses de la société chinoise, par une nouvelle idéologie de masses, prolétarienne, socialiste, — et à donner ainsi à une infrastructure économique et à une superstructure politique socialistes, une *superstructure idéologique* correspondante.

Ce but final définit l'objectif lointain de la R.C. La R.C. ne peut être qu'une œuvre de très longue haleine.

Cependant, ce but final s'articule *dès aujourd'hui* sur le problème dominant, essentiel, de la conjoncture : le problème de la croisée des chemins, le problème des deux voies.

Cette articulation ressort très nettement de tous les textes officiels chinois fixant la hiérarchie des *objectifs actuels*. « *Le mouvement en cours* vise principalement *ceux qui, dans le Parti, détiennent des postes de direction, et s'engagent sur la voie capitaliste*. » C'est donc dans le Parti lui-même, de qui tout dépend, par le Parti lui-même que doit commencer la R.C., tout en se développant en même temps dans tous les autres domaines. La R.C. pose immédiatement, directement aux dirigeants, la *question essentielle*, la question de la voie qu'ils suivent, la question de la voie qu'ils entendent suivre : « voie capitaliste » ou « voie révolutionnaire ».

Cet objectif *essentiel* indique sans équivoque quel est le problème *essentiel* auquel répond la R.C.

Bien entendu, la R.C. a dès maintenant d'autres objectifs. Dans la mesure où l'idéologie est présente dans toutes les pratiques d'une société donnée, la R.C. concerne également les formes de l'idéologie qui interviennent dans la pratique économique, dans la pratique politique, dans la pratique scientifique et technique, dans la pratique esthétique, dans la pratique pédagogique, etc.

Dans tous ces domaines, la R.C. se propose des objectifs proches, définis en fonction de ses buts lointains. Ils s'articulent tous en dernière instance sur la solution du problème *essentiel*: le problème des deux voies.

c) *Moyens et méthodes de la Révolution Culturelle*

Quant aux moyens et aux méthodes de la R.C., ils reposent sur le principe que la R.C. doit être une *révolution de masses*, qui transforme l'idéologie des masses, et qui soit faite par les masses elles-mêmes.

Il ne s'agit pas, en effet, de transformer l'idéologie ou de réformer l'entendement de quelques intellectuels ou de quelques dirigeants. Il ne s'agit même pas de transformer l'idéologie du seul Parti communiste, au cas où ce serait nécessaire. Il s'agit de transformer les idées, les façons de penser, les façons d'agir, les mœurs des *masses du pays tout entier*, de plusieurs centaines de millions d'hommes, paysans, ouvriers, et intellectuels.

Or, une telle transformation de l'idéologie des masses ne peut être l'œuvre *que des masses elles-mêmes*, agissant dans et par des *organisations*, qui sont des organisations *de masse*.

La politique du P.C.C. consiste alors à faire le plus large appel et la plus large confiance aux masses, et à inviter tous les responsables et dirigeants politiques à suivre, sans réticences, mais avec audace, cette « ligne de masse ». Il faut donner la parole aux masses, et faire confiance aux initiatives des masses. *Des erreurs*, inévitables dans tout mouvement, se produiront : elles seront corrigées dans le mouvement, les masses s'éduqueront elles-mêmes dans l'action. Mais il ne faut à aucun prix freiner ou restreindre *d'avance* le mouvement, sous le prétexte d'erreurs ou d'excès « possibles » : ce serait briser le mouvement. Il faut aussi prévoir qu'il y aura *des résistances*, parfois sérieuses, au mouvement des masses : elles sont normales, puisque la R.C. est une forme de la lutte des classes. Ces

résistances viendront des représentants des anciennes classes dominantes, elles peuvent venir aussi, dans certains cas, de masses mal dirigées, ou utilisées, elles peuvent venir enfin de certains dirigeants du Parti eux-mêmes. Il faudra traiter tous ces cas *différentiellement*, distinguer les ennemis des amis, et parmi les adversaires, distinguer les éléments hostiles, irréductibles, les dirigeants routiniers ou déconcertés, les hésitants et les pusillanimes. En aucun cas, même contre l'ennemi de classe bourgeois (les crimes étant punis par la loi), on ne devra recourir aux « coups » et à la violence, mais toujours au raisonnement et à la persuasion.

Les masses ne peuvent agir que dans des *organisations* de masse. Le moyen le plus original, l'innovation propre de la R.C. consiste dans l'apparition *d'organisations propres* à la R.C., organisations distinctes des autres organisations de la lutte des classes (syndicat et parti). Les organisations propres à la R.C. sont des organisations de *la lutte de classe idéologique*.

Ces organisations semblent avoir été, à l'origine, dues à des initiatives de la base (création de cercles, de groupes d'études, de comités populaires), Comme Lénine l'avait fait pour les Soviets, le P.C.C. en a reconnu l'importance, les a soutenues, et en a étendu l'exemple à toute la R.C., appelant alors ouvertement à la constitution d'organisations propres à la R.C., chez les ouvriers, les paysans, les intellectuels et la jeunesse.

Le P.C.C. prend grand soin de rattacher ces organisations nouvelles aux anciennes organisations, les objectifs nouveaux aux anciens objectifs. C'est ainsi qu'il est constamment rappelé que la R.C. s'accomplit sous la direction du Parti, et que les objectifs de la R.C. doivent être constamment combinés, dans les usines et les campagnes, avec les objectifs déjà définis pour l'« éducation socialiste », que les organisations d'étudiants ne doivent pas intervenir dans les usines ni les unités paysannes, où les ouvriers et les paysans assureront eux-mêmes la R.C., que la R.C. ne doit pas entraver mais, au contraire, aider la production, etc.

En même temps, le P.C.C. déclare que ce sont *les organisations* de masse de la jeunesse, principalement de la jeunesse urbaine, donc avant tout des lycéens et étudiants, qui sont *actuellement* à l'avant-garde du mouvement. C'est une situation de fait, mais dont l'importance politique est évidente. D'une part, en effet, le système d'enseignement en place, où la jeunesse est formée (il ne faut pas oublier que l'Ecole marque toujours profondément les hommes, même pendant les périodes de mutations historiques) était en Chine le bastion de l'idéologie bourgeoise et petite-bourgeoise. D'autre part,

la jeunesse, qui n'a pas fait l'expérience des luttes et guerres révolutionnaires, constitue, dans un pays socialiste, un point très sensible, où se joue une partie d'avenir capitale. La jeunesse n'est pas révolutionnaire du seul fait de naître dans un pays socialiste, ni de grandir dans les récits des exploits de ses aînés. Si malgré toutes les énergies de son âge, elle se trouve, du fait d'une carence politique, abandonnée dans un désarroi ou un « vide » idéologiques, elle est alors livrée en fait aux formes idéologiques « spontanées » qui ne cessent de peupler ce « vide » : idéologies petites-bourgeoises et bourgeoises, soit héritées du passé national, soit importées de l'étranger. Ces formes trouvent leurs points d'appuis naturels dans le positivisme, l'empirisme et le technicisme « apolitique » des savants et autres spécialistes. En revanche, si un pays socialiste associe sa jeunesse à une grande œuvre révolutionnaire, s'il l'éduque dans cette action, non seulement la jeunesse contribuera, dans la R.C., à transformer l'idéologie existante, mais en luttant contre l'idéologie bourgeoise, elle se formera elle-même, et transformera sa propre idéologie. C'est en tout état de cause sur la jeunesse que l'idéologie, quelle qu'elle soit, agit avec le plus de force. La question est de savoir *quelle* idéologie doit agir sur la jeunesse d'un pays socialiste. C'est une question politique de grande importance. La R.C. répond en général à cette question. Les organisations de jeunesse de la R.C. y répondent pour la jeunesse.

Il faut enfin bien noter que l'appel à la R.C., l'appel aux masses, au développement des organisations de masse de la R.C., ses méthodes, et y compris les conditions de la critique des dirigeants qui « suivent la voie capitaliste », *sont le fait du Parti Communiste*, qui demeure donc l'organisation maîtresse, centrale, et dirigeante de la Révolution chinoise. Il faut noter également que le Parti fixe, avec la plus grande insistance, la loi théorique et pratique de la R.C., sa loi suprême : « la *pensée* de Mao Tsé-toung », c'est-à-dire le marxisme-léninisme appliqué à l'expérience de la Révolution et du socialisme chinois, le marxisme-léninisme enrichi par cette expérience, et exprimé dans une forme directement accessible aux masses.

La R.C. n'est donc pas "exaltation du « spontanéisme » aveugle des masses, ni une « aventure » politique. L'appel aux masses, la confiance faite aux masses, la création des organisations de masse répondent aux besoins et aux possibilités des masses. Mais en même temps la R.C. est une décision réfléchie du Parti, elle repose sur une analyse scientifique de la situation, et donc sur les principes de la théorie et de la pratique marxistes; en même temps la loi suprême de la R.C. est, dans la théorie, comme dans la pratique

le marxisme-léninisme.

Voilà pour la conjoncture, les objectifs, les moyens et les méthodes politiques de la R.C.

2 - REVOLUTION CULTURELLE ET PRINCIPES THEORIQUES MARXISTES

Naturellement cette analyse politique de la R.C. pose toute une série de problèmes *théoriques*.

La R.C. met en avant, sous ses décisions, un certain nombre de thèses politiques nouvelles: risque de « régression » d'un pays socialiste vers le capitalisme, maintien de la lutte des classes en régime socialiste après sa transformation, pour l'essentiel, des rapports de production, nécessité d'une révolution idéologique de masse, et d'organisations de masse propres à cette révolution, etc.

Ces thèses politiques nouvelles sont-elles ou non conformes à la *théorie marxiste*?

a) La thèse *centrale*, qui pose les problèmes théoriques les plus importants, est la *thèse de la possibilité de « régression »* d'un pays socialiste vers le capitalisme. Cette thèse heurtera bien des convictions, ancrées dans des interprétations idéologiques du marxisme (interprétations religieuses, évolutionnistes, économistes).

Cette thèse est, en effet, impensable si le marxisme est une philosophie de l'histoire d'essence religieuse, qui *garantit* le socialisme en le présentant comme *le but* auquel depuis toujours travaille l'histoire humaine. Mais le marxisme n'est pas une philosophie de l'histoire, et le socialisme n'est pas la « fin » de l'histoire.

Cette thèse serait également impensable si le marxisme était un *évolutionnisme*. Dans une interprétation évolutionniste du marxisme, il y a un ordre de succession nécessaire et garanti des modes de production : par exemple, on ne peut pas « sauter » par-dessus un mode de production. Dans cette interprétation, on se donne la *garantie* qu'on va toujours de l'avant donc on exclut en principe tout risque de « régression » : du capitalisme on ne peut aller que vers le socialisme, et du socialisme que vers le communisme, pas vers le capitalisme.

Et quand, par nécessité, l'évolutionnisme admet la « régression », il pense que régresser c'est *retourner aux formes anciennes* elles-mêmes, revenir au passé *lui-même, inchangé*. Mais le marxisme n'est pas un évolutionnisme. Sa conception de la dialectique historique admet des décalages, des

distorsions, des régressions sans répétition, des sauts, etc. C'est ainsi que, pour le marxisme, certains pays peuvent « passer au socialisme » sans avoir besoin de « passer » par le capitalisme. C'est pour cela que la régression vers un mode de production, en principe dépassé, est *possible* (cf. la Yougoslavie). Mais c'est pour cela aussi que cette régression n'est pas un retour pur et simple en arrière, vers un passé intact, vers les formes anciennes: elle s'effectue par un processus différent, l'insertion de formes nouvelles (formellement socialistes) dans le système du mode de production capitaliste, ce qui produit une forme *originale* de capitalisme, sous des « apparences » socialistes.

La thèse de la « régression » serait enfin impossible si le marxisme était un *économisme*. Dans une interprétation économiste du marxisme, il suffit que les bases économiques des classes sociales aient été, pour l'essentiel, abolies, pour que l'on puisse affirmer que les classes sociales ont disparu, et avec elles la lutte des classes, et avec elles la nécessité de la dictature du prolétariat, donc le caractère de classe du Parti et de l'Etat, — pour affirmer que la victoire du socialisme est « définitivement assurée ». Mais le marxisme n'est pas un économisme.

b) Une classe sociale n'est pas définie, en effet, uniquement par la position de ses membres dans les rapports de production, donc par les rapports de production : elle est définie aussi, et en même temps, par leur position dans les rapports politiques et les rapports idéologiques, 'lui demeurent des rapports de classe longtemps après la transformation socialiste des rapports de production.

Sans doute, c'est l'économique (les rapports de production) qui définit *en dernière instance* une classe sociale, mais la lutte des classes constitue un système, elle s'exerce à différents niveaux (économique, politique, idéologique), et la transformation d'un niveau ne fait pas disparaître les formes de la lutte des classes des autres niveaux. C'est ainsi que la lutte des classes peut se poursuivre avec virulence au niveau politique, et surtout au niveau idéologique, longtemps après la suppression, pour l'essentiel, des bases économiques des classes possédantes, dans un pays socialiste.

C'est alors essentiellement en fonction des formes de la lutte de classe politique et surtout idéologique que se définissent les *classes sociales* : selon le parti qu'elles prennent dans les luttes politiques et idéologiques.

Cela ne veut pas dire que la détermination des classes sociales par

l'économie soit suspendue. Dans les pays socialistes, et selon les étapes de leur histoire, subsistent certains rapports économiques (au moins la petite production marchande, qui préoccupait tant Lénine) qui constituent une base économique pour la distinction des classes et la lutte des classes. De même, des différences notables de revenus peuvent servir de points d'appui économiques pour les distinctions nécessaires à la survie d'une lutte de classes qui se joue alors, pour l'essentiel, ailleurs que dans l'économique : dans le domaine politique, et surtout dans le domaine idéologique.

c) Voilà le point essentiel: la thèse de la « régression » suppose que, dans une certaine conjoncture de l'histoire des pays socialistes, l'idéologique puisse être le point stratégique, où tout se décide. C'est alors dans l'idéologique que se situe la croisée des chemins. C'est de l'idéologique que dépend l'avenir. C'est dans la *lutte de classe idéologique* que se joue le sort (progrès ou régression) d'un pays socialiste.

Cette thèse de la possibilité d'un rôle *dominant* de l'idéologique dans une conjoncture politique de l'histoire du mouvement ouvrier ne peut heurter que les « marxistes » économistes, évolutionnistes et mécanistes, c'est-à-dire ceux qui ignorent la dialectique marxiste. Elle ne peut surprendre que ceux qui confondent contradiction principale et contradiction secondaire, aspect principal et aspect secondaire d'une contradiction, changement de place des contradictions et de leurs aspects, etc., bref, *ceux qui confondent la détermination en dernière instance par l'économique avec la domination de telle ou telle instance (l'économique, le politique, l'idéologique) dans tel ou tel mode de production ou dans telle ou telle conjoncture.*

Décider et réaliser la R.C. revient donc à proclamer deux thèses :

— 1. C'est par l'idéologique que peut commencer, dans un pays socialiste, le processus de « régression », c'est par l'idéologique que passent les effets qui toucheront progressivement le domaine politique, puis le domaine économique.

— 2. C'est en faisant la révolution dans l'idéologique, en menant la lutte de classes dans l'idéologique qu'on peut empêcher et renverser ce processus, et entraîner un pays socialiste dans l'autre voie: la « voie révolutionnaire ».

Formellement, la première thèse veut dire: un pays socialiste ayant supprimé les bases économiques des anciennes classes sociales peut croire qu'il a supprimé les classes et de ce fait la lutte des classes. Il peut croire que

la lutte des classes est dépassée, alors qu'elle continue à se jouer dans le domaine politique, et avant tout dans le domaine idéologique. *Ne pas voir que la lutte des classes peut se dérouler par excellence dans le domaine idéologique*, c'est abandonner le domaine de l'idéologique à l'idéologie bourgeoise, et abandonner le terrain à l'adversaire. Si l'adversaire est dans la place, sans être identifié comme adversaire et traité comme adversaire, alors c'est lui qui mène le jeu, et il ne faut pas s'étonner qu'il gagne du terrain. Il peut s'ensuivre la mise en place de mécanismes idéologiques, politiques et économiques tendant à la restauration du capitalisme. Il peut s'ensuivre la neutralisation politique, puis l'utilisation politique, puis la domination économique du pays socialiste par l'impérialisme. Il est en effet impensable qu'un pays socialiste puisse rester durablement socialiste s'il repose en fait sur cette contradiction : être doté d'une infrastructure socialiste, et d'une superstructure idéologique bourgeoise.

La R.C. tire les conclusions de cette contradiction : il faut faire la révolution dans l'idéologique pour donner à un pays socialiste doté d'une infrastructure socialiste, une superstructure idéologique socialiste.

Cette thèse n'est pas nouvelle. On la trouve constamment rappelée dans Marx et dans Lénine. Marx disait qu'à chaque infrastructure doit « correspondre » une superstructure propre, et que dans la révolution socialiste non seulement l'économique et le politique, mais aussi l'idéologique doivent changer de base et de forme. Lénine parlait ouvertement de la nécessité vitale de la révolution culturelle.

Ce qui est nouveau, c'est que cette thèse théorique est aujourd'hui à l'ordre du jour de la pratique politique d'un pays socialiste. Pour la première fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, un pays socialiste se trouve à la fois dans la *nécessité* et la *capacité* de mettre cette thèse en œuvre, et de l'appliquer.

Il ne suffit pas de dire: cette thèse est, dans son fond, classique. La *pratique* de sa mise en œuvre est quelque chose de tout à fait nouveau, qui éclaire en retour cette thèse théorique, et les principes qui la soutiennent. On ne fait pas une révolution idéologique de masse sans apprendre quelque chose de nouveau et sur l'idéologie et sur les masses. On commence à apercevoir ici que la R.C. ne pose pas seulement des problèmes théoriques en fonction des principes théoriques existants : elle force l'attention sur les connaissances théoriques nouvelles que sa pratique produit, et oblige à produire.

d) C'est ainsi que la R.C. met en jeu les principes marxistes concernant la nature de *l'idéologique*.

Révolution culturelle veut dire, en effet, révolution dans le domaine de l'idéologique.

Qu'est-ce que le domaine de l'idéologique?

La théorie marxiste montre que toute société comporte trois niveaux, instances, ou domaines spécifiques :

- | | |
|-----------------|------------------|
| — l'économique | infrastructure |
| — le politique | } superstructure |
| — l'idéologique | |

Ces « niveaux » sont articulés les uns sur les autres d'une manière complexe. C'est l'économique qui est déterminant en dernière instance.

Lorsqu'on se sert d'une métaphore architecturale (celle d'une maison : infrastructure/superstructure) on dit que l'idéologique représente un des niveaux de la superstructure. C'est pour indiquer à la fois sa position dans la structure sociale, (superstructure et non infrastructure), son autonomie relative par rapport au politique et à l'économique, et en même temps ses relations de dépendance par rapport au politique et à l'économique.

Si, en revanche, on veut suggérer la forme d'existence concrète de l'idéologique, il vaut mieux le comparer à un « ciment », plutôt qu'à l'étage d'un bâtiment. L'idéologie se glisse, en effet, partout dans les pièces de l'édifice : dans le rapport des individus à toutes leurs pratiques, à tous leurs objets, dans leurs rapports à la science, à la technique, aux arts, dans leurs rapports à la pratique économique et à la pratique politique, dans les rapports « individuels », etc. L'idéologique est ce qui, dans une société, *distingue et cimente*, qu'il s'agisse de distinctions techniques ou de distinctions de classe. L'idéologique est une réalité objective indispensable à l'existence de toute société.

Bien que l'idéologique règle les rapports « vécus » des *individus* à leurs conditions d'existence, à leurs pratiques, à leurs objets, à leurs classes, à leurs luttes, à leur histoire et à leur monde, etc., l'idéologique n'est pas de nature individuelle ou subjective. .

Comme tous les « niveaux » de la société, l'idéologique est fait de *rapports sociaux objectifs*. Comme il existe des rapports sociaux de production (économiques), il existe des rapports sociaux politiques, et des « rapports sociaux idéologiques ». Cette dernière expression est de Lénine (dans «*Ce que sont les Amis du Peuple* »). Il faut la prendre au pied de la lettre. Pour

connaître l'idéologique, il faut connaitre ces rapports sociaux, et ce dont ces rapports sont faits.

De quoi ces rapports sont-ils faits? Ils sont faits non seulement de systèmes d'idées-représentions, mais aussi de systèmes d'attitudes-comportements, donc de systèmes « théoriques » et de systèmes « pratiques ». L'idéologique comprend donc non seulement les systèmes d'idées (*les idéologies* au sens étroit), mais aussi les systèmes pratiques d'attitudes-comportements (*les mœurs*).

Idées et mœurs sont en rapport dialectique. Selon la situation de classe, et selon la conjoncture, il peut y avoir identité générale ou partielle, ou décalage ou contradiction entre les idées et les mœurs, et selon leurs régions. Dans la lutte idéologique, il est très important de reconnaître les idées et les mœurs qui incarnent le parti de l'idéologie adverse, comme il est très important de savoir faire entre les idées, ou entre les idées et les mœurs, les distinctions requises. Les grands révolutionnaires ont toujours su faire ces distinctions et garder du passé ce qui est « bon », rejeter du passé ce qui est « mauvais », dans les idées comme dans les mœurs. Quoi qu'il en soit, une révolution idéologique doit nécessairement être une révolution non seulement dans les idées — ou idéologies —, mais aussi dans les attitudes et comportements pratiques, — ou mœurs.

Cette double nature de l'idéologique permet de comprendre que des tendances idéologiques peuvent être inscrites dans certains comportements et dans certaines attitudes *pratiques* aussi bien que dans des *idées*. Elle permet de comprendre que certaines « coutumes » ou « habitudes de travail » et de « commandement », certain « style » de direction, peuvent avoir une signification idéologique, et être contraires à l'idéologie révolutionnaire, même quand ils sont le fait de dirigeants socialistes. L'idéologie bourgeoise peut ainsi trouver appui dans certaines *pratiques*, c'est-à-dire dans certaines *mœurs*, politiques, technicistes, bureaucratiques de dirigeants socialistes, etc., exactement comme l'idéologie bourgeoise trouve appui dans l'attitude positiviste ou pragmatiste des hommes de science, des techniciens, etc. Ces « habitudes de travail » et de « commandement », si elles se multiplient, ne sont plus des « manies » ou des travers personnels : elles peuvent être ou devenir des signes de distinction sociale, des prises de parti (inconscientes ou non) dans la lutte de classe idéologique. Par exemple, le comportement bureaucratique ou technocratique des dirigeants, qu'ils soient économiques, politique ou militaires, peuvent constituer autant de points d'appui, dans le

domaine idéologique d'un pays socialiste, pour l'offensive idéologique de la bourgeoisie.

Si la R.C. prend au sérieux cette menace, c'est qu'elle se conforme à la théorie marxiste de l'idéologique. Mais en même temps, pour l'avoir prise au sérieux, elle oblige à l'approfondir, et donc à la faire progresser.

e) La R.C. met enfin en jeu les principes du marxisme à propos de ses formes d'organisation.

La thèse du P.C.C. suppose, en effet, qu'il existe des organisations de masse *propres à la R.C.*, donc que ces organisations soient distinctes du Parti. Ce qui manifestement fait problème, pour beaucoup de communistes, c'est l'existence de ces organisations nouvelles, distinctes du Parti.

La question des organisations de la lutte des classes, et de leur distinction, est une vieille question de l'histoire du mouvement ouvrier.

Elle a été réglée par Marx, Engels et Lénine en ce qui concerne la distinction de l'organisation de la lutte de classe économique (le syndicat) et de l'organisation de la lutte de classe politique et idéologique (le parti). Cette distinction des fonctions allait de pair avec une distinction dans la forme d'organisation. Le syndicat était *une organisation de masse* (sans centralisme démocratique). Le Parti était une organisation *d'avant-garde* (avec centralisme démocratique).

Jusqu'ici le Parti était donc chargé à la fois de la lutte politique et de la lutte idéologique. La R.C. apporte une innovation étonnante, en créant une nouvelle, *une troisième organisation* : une organisation propre à la lutte idéologique de masse. Sans doute elle est chargée d'appliquer les décisions du Parti. Mais elle est distincte de lui. De plus, elle se distingue du Parti en ce qu'elle est, comme le syndicat, une *organisation de masse* (le centralisme démocratique n'y règne pas : il est dit que les responsables des organisations de la R.C. doivent être élus « comme les députés à la Commune de Paris »).

Cette innovation étonnante est-elle conforme aux principes théoriques du marxisme?

Formellement, on peut dire que la distinction des organisations reflète la distinction des instances ou niveaux de la réalité sociale. Une organisation de masse pour le niveau de l'économique (le syndicat) ; une organisation d'avant-garde pour le niveau du politique (le Parti) ; et une organisation de masse pour le niveau de l'idéologique (les organisations de la R.C.).

Mais il faut peut-être aller plus loin, et se demander *pourquoi* cette troisième organisation, qui n'existe pas jusqu'ici, et que ni Marx ni Lénine

n'avaient formellement prévue, est désormais indispensable dans un pays socialiste.

On peut avancer, avec prudence, mais non sans fortes raisons, que la réponse à cette question peut se trouver dans le changement de position du parti et du syndicat à l'égard de l'Etat en régime socialiste.

Après la prise révolutionnaire du pouvoir, dans la période de dictature du prolétariat, le Parti doit prendre en charge la direction de l'Etat, du pouvoir d'Etat et de l'appareil d'Etat. Une fusion partielle, mais inévitable, s'opère alors entre le Parti et l'appareil d'Etat.

Ainsi se pose un très grave problème, que Lénine a posé en termes dramatiques dans les textes de la fin de sa vie (cf. *L'Epuration du Parti. Sur l'Inspection ouvrière et paysanne*, etc.) : *comment régler les rapports du Parti et de l'Etat pour éviter de tomber dans les défauts de la bureaucratie et de la technocratie, et leurs graves effets politiques?*

Lénine a cherché la solution de ce problème dans un *organisme* : l'Inspection ouvrière et paysanne. Cet organisme était une émanation du Parti. Ce n'était pas une organisation propre. A plus forte raison, ce n'était pas une organisation de masse.

Au problème posé par Lénine en termes dramatiques (il avait conscience que sa solution était au-dessus des forces historiques alors existantes en U.R.S.S.), le P.C.C. répond, quarante ans plus tard, par la R.C.

Il y répond par la mise en place non pas d'un *organisme* de contrôle des rapports Parti-Etat, mais par la mise en place d'un mouvement de masse et d'*organisations de masse*, dont la tâche « principale » actuelle consiste, dans la R.C., à dénoncer et critiquer les dirigeants qui se coupent des masses, qui ont un comportement bureaucratique ou technocratique, qui par leurs idées ou par leurs « mœurs », habitudes de vie, de travail et de commandement, abandonnent la « voie révolutionnaire » et « s'engagent dans la voie capitaliste ».

La R.C. apporte ainsi une solution tout à fait nouvelle au problème posé par Lénine. La troisième organisation, chargée de la troisième révolution, doit être *distincte* du Parti (dans son existence, et dans sa forme d'organisation) pour obliger le Parti à *se distinguer* de l'Etat, dans une période où il est en partie contraint et en partie tenté de *se confondre* avec l'Etat.

Si ces analyses sont, malgré leur caractère schématique, justes dans le principe, il est clair que la R.C. intéresse, directement ou indirectement, *tous* les communistes.

Le grand intérêt politique et théorique de la R.C. est de constituer un rappel solennel de la conception marxiste de la lutte de classes et de la révolution. La question de la révolution socialiste n'est pas réglée définitivement par la prise du pouvoir, et la socialisation des moyens de production. La lutte de classes continue sous le socialisme, dans un monde soumis aux menaces de l'impérialisme. C'est alors, avant tout, dans l'idéologie que la lutte de classes décide du sort du socialisme : progrès ou régression, voie révolutionnaire ou voie capitaliste.

Les grandes leçons de la R.C. dépassent et la Chine et les autres pays socialistes. Elles intéressent tout le mouvement communiste international.

Elles rappellent que le marxisme n'est ni une religion de l'histoire, ni un évolutionnisme, ni un économisme. Elles rappellent que le domaine de l'idéologique est un des champs de la lutte de classes, et qu'il peut devenir le lieu stratégique, où, dans certaines circonstances, se joue le sort de la lutte des classes.

Elles rappellent qu'il existe un lien extrêmement profond entre la conception théorique du marxisme et la lutte de classe idéologique.

Elles rappellent que toute grande révolution ne peut être que l'œuvre des masses, et que le rôle des dirigeants révolutionnaires est, tout en donnant aux masses les moyens de s'orienter et de s'organiser, tout en leur donnant pour boussole et pour loi le marxisme-léninisme, de se mettre à l'école des masses, pour pouvoir ensuite les aider à exprimer leur volonté, et résoudre leurs problèmes.

Il ne s'agit pas d'exporter la R.C. Elle appartient à la Révolution chinoise. Mais ses leçons théoriques et politiques appartiennent à *tous* les communistes. Ces *leçons*, les communistes doivent les emprunter à la R.C., et en faire leur bien.